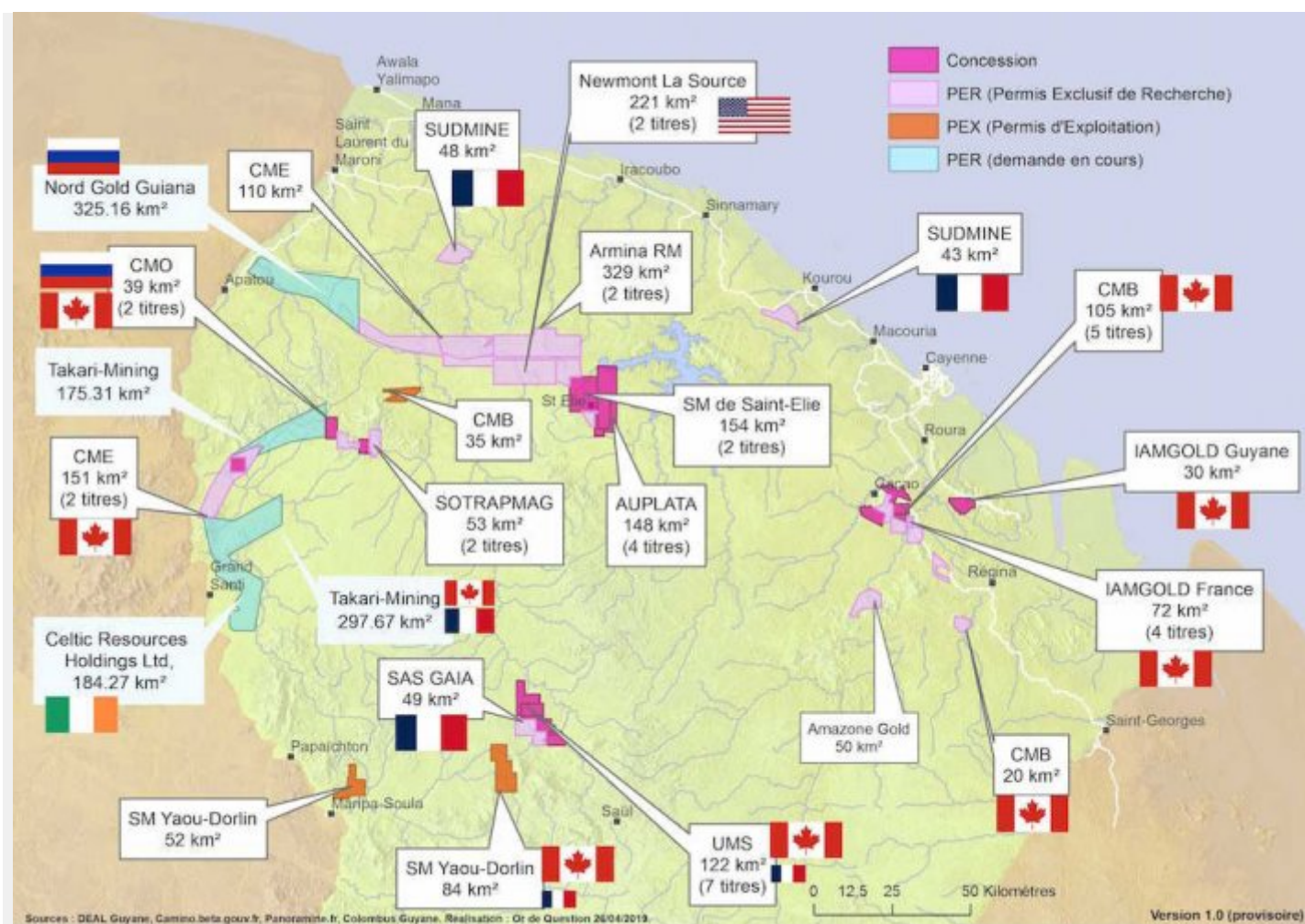


## En Guyane, les groupes miniers préparent « la grande braderie » du territoire

30 avril 2019 / Hélène Ferrarini (Reporterre)



En dépit des mobilisations citoyennes, les compagnies minières sont plus nombreuses à demander et à obtenir des permis d'exploration aurifère. Parmi elles, des multinationales, aux aguets de l'arrivée historique de l'exploitation industrielle de l'or guyanais.

---

- *Guyane, reportage*

Le 25 mars dernier, le Premier ministre, Édouard Philippe, interrogé sur le projet de la Montagne d'or, déclarait dans les colonnes du quotidien *France-Guyane* que « *l'avenir de la filière aurifère en Guyane ne peut pas, ne doit pas dépendre du sort d'un seul projet* ». Le projet d'exploitation d'une mine industrielle sur le site de la Montagne d'or par un consortium russo-canadien rencontre une *opposition croissante*. Des élus ont rejoint cette contestation, comme le député guyanais Gabriel Serville, qui a récemment déposé à l'Assemblée nationale une proposition de résolution visant à interdire l'utilisation du cyanure dans l'industrie minière. La mobilisation contre la Montagne d'or et sa médiatisation pourraient contrecarrer l'ouverture de cette mine, mais les compagnies extractives et l'État français n'abandonnent pourtant pas l'idée d'une exploitation industrielle de l'or guyanais.

« *Depuis 2016, tout s'est accéléré* », souligne un ingénieur de l'association SystExt, qui tient à jour *Panoramine*, une carte recensant les permis miniers en France. Il dénombre douze demandes de PER (permis exclusifs de recherche) entre 2011 et 2015 contre seize demandes entre 2016 à 2018. De 2011 à 2015, onze PER ont été accordés en Guyane, quatorze entre 2016 et janvier 2019. « *Cela s'intensifie* », confirme l'ingénieur.

Philippe Boré, membre du collectif *Or de question* créé pour lutter contre le projet de la Montagne d'or, raconte avoir pris récemment conscience de l'ampleur du phénomène. « *Le débat public nous a permis d'obtenir des chiffres dont nous n'avions jamais eu communication jusque là* », à savoir qu'en mai 2018 près de 300.000 hectares étaient déjà concernés par des activités d'extraction ou des projets de recherches minières. « *Nous avons été stupéfaits par l'importance de la surface mais, pris dans l'agitation du débat public sur le projet Montagne d'or, nous n'avons pas été plus loin dans l'investigation* », explique le militant.

« *Un grand débat aurait dû sceller le choix des peuples de Guyane de refuser l'industrialisation aurifère de notre territoire* »

Rien que le 9 avril 2018, alors que le débat public sur la Montagne d'or battait son plein étaient mises à la consultation du public six demandes de PER, dont trois portées par Newmont et une par Nord Gold. Cette dernière, détenue par un oligarque russe, est l'actionnaire principal de la Compagnie de la Montagne d'or, porteuse du projet éponyme qui était alors en pleine discussion.



Signe que l'opposition des habitants ne fait pas renoncer les compagnies minières, la société lamgold, bien connue en Guyane, y détient aujourd'hui quatre permis d'exploration. Il y a une dizaine d'années, lamgold avait un projet de mine industrielle sur la Montagne de Kaw auquel une mobilisation citoyenne avait mis un terme. À ce moment, « *un grand débat aurait dû sceller le choix des peuples de Guyane de refuser l'industrialisation aurifère de notre territoire. Mais rien n'a été fait à ce sujet* », relate Philippe Boré, qui avait participé à cette mobilisation : « *Les citoyens guyanais opposés au pillage de notre patrimoine par des multinationales doivent repartir à zéro pour informer la population de la grande braderie qui se déroule à nouveau.* »

En septembre 2016, la Fédération des opérateurs miniers de Guyane (FEDOMG) présentait un calendrier des grands projets miniers de Guyane, lors d'une conférence sur le modèle économique de la Guyane organisée par l'Agence française de développement dans les locaux de la collectivité territoriale. Après la mine de la Montagne d'or, elle prévoyait l'exploitation industrielle à l'horizon 2023-2024 de deux autres sites de l'Ouest guyanais, dénommés Espérance et Bon Espoir. Des permis d'exploration y sont actuellement délivrés à des multinationales de l'or, parfois masquées derrière d'autres sociétés. « *Tout se complique pour l'écocitoyen* », commente Philippe Boré.



En février 2019 était ainsi publiée une mise en concurrence entre la demande du « *permis crique Awa* » déposée par la société Nord Gold Guiana SAS et la demande du « *permis Espérance Sud* » déposée le 17 décembre 2017 par la société Takari Mining. Derrière un mot aux sonorités on ne peut plus gyanaises — un *takari* est la perche servant à l'avant d'une pirogue — se trouve en fait l'une des plus grandes compagnies aurifères au monde : Newmont, comme l'explique la demande de permis adressée par Takari Mining au ministre chargé des mines le 12 décembre 2017. « *La société Takari Mining est détenue à 50 % par la société CME [Compagnie minière de l'Espérance] et à 50 % par la société Newmont Overseas Exploration Limited, filiale à 100 % de Newmont Mining Corporation.* »

Autre société derrière laquelle se cache Newmont : la compagnie Armina ressources minières également dans la course aux permis d'exploration qui se joue actuellement en Guyane. Cette dernière est le résultat d'une coentreprise entre Newmont et la compagnie Auplata dans le but de mener les campagnes d'exploration des PER d'Iracoubo-Sud et de Bon Espoir. Auplata explique [sur son site internet](#) que les dépenses d'exploration engagées par la multinationale jusqu'à douze millions de dollars permettent « à Newmont de porter sa participation dans la coentreprise jusqu'à 75 %, Auplata conservant les 25 % restants ».

**Cette évolution reçoit l'assentiment d'une partie de la classe politique locale**

Auplata, premier producteur d'or français, coté en bourse, et historiquement implanté en

Guyane, fait partie des acteurs clés de l'industrialisation de la filière aurifère. En effet, cette société est sur le point de faire entrer en opération la toute première usine de cyanuration de la région, sur le site de Dieu Merci, à 120 km à l'ouest de Cayenne.



L'objectif annoncé par Auplata est, dans un premier temps, de traiter des *tailings*, c'est-à-dire des résidus miniers dans lesquels il reste de l'or que le procédé d'extraction par gravimétrie précédemment utilisé n'avait pas pu extraire. La capacité de l'usine de Dieu Merci est de 300 tonnes de minerai par jour, produisant quotidiennement environ 1,5 kg d'or. Si les dimensions de cette usine sont certes moindres que celle que nécessiterait l'exploitation de la Montagne d'or, qui envisage de produire environ 20 kg d'or par jour, cela marque l'arrivée en Guyane d'un procédé de traitement industriel de l'or primaire.

Cette évolution reçoit l'assentiment d'une partie de la classe politique locale. Lors d'une visite de l'usine de Dieu Merci, le président de la collectivité territoriale de la Guyane, Rodolphe Alexandre, exprimait en mai 2018 la volonté d'entrer au capital d'Auplata comme actionnaire minoritaire. Même son de cloche du côté du gouvernement, qui « *est profondément convaincu qu'il est possible de valoriser les ressources du sol guyanais dans des conditions exemplaires au plan environnemental, avec l'accord des Guyanais. C'est dans cet esprit que nous allons prochainement désigner un responsable chargé de la filière en Guyane* », annonçait le chef du gouvernement, Édouard Philippe, en mars.

En octobre 2018, une commission d'inspection interministérielle s'est rendue en Guyane pour travailler sur « *les enjeux économiques, sociaux et environnementaux des grands projets*

*miniers* ». Parmi les compagnies minières implantées en Guyane, les membres de la commission ont déclaré n'avoir rencontré que la Compagnie de la Montagne d'or et Auplata, mais pas de petits exploitants artisanaux, comme la Guyane en compte pourtant quelques dizaines. Ils se sont également rendus au Suriname voisin pour visiter les sites miniers de Rosebel et Merian exploités par... Newmont et lamgold. Le rapport de cette commission n'a pas encore été rendu public, mais on peut dès à présent présager qu'il mettra l'accent sur l'industrialisation de la filière aurifère guyanaise.

---

**Lire aussi :** [Paroles d'Amérindiens sur la Montagne d'or, en Guyane](#)

---

**Source :** Hélène Ferrarini pour *Reporterre*

**Photos :** © Hélène Ferrarini/*Reporterre* sauf :  
. affiche Macron : © collectif Or de question

- Emplacement : [Accueil](#) > [Editorial](#) > [Reportage](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/En-Guyane-les-groupes-miniers-preparent-la-grande-braderie-du-territoire>